

# Mémorial

du



# Memorial

des

**Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.**

**Mercredi, le 12 janvier 1949.**

**N° 1**

**Mittwoch, den 12. Januar 1949.**

**Avis. — Fête de l'anniversaire de la naissance de la Grande-Duchesse et du 30<sup>me</sup> anniversaire de Son avènement.**

À l'occasion de la fête de l'anniversaire de la naissance de S.A. R. Madame la Grande-Duchesse et du 30<sup>me</sup> anniversaire de Son avènement, un TE DEUM solennel sera chanté en l'église cathédrale à Luxembourg, le dimanche, 23 janvier prochain, à onze heures du matin. Dans les églises paroissiales des autres villes et de la campagne, le TE DEUM sera chanté le même jour, à l'heure convenue, de préférence immédiatement après la grand'messe.

Toutes les autorités, tous les fonctionnaires et employés sont invités à cette solennité religieuse.

Les collèges des bourgmestre et échevins des villes et communes sont chargés de régler le programme de cette fête publique. Ils feront parvenir leurs rapports y relatifs au Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, par l'intermédiaire des commissaires de district ; le rapport de la ville de Luxembourg sera envoyé directement. — 8 janvier 1949.

**Arrêté grand-ducal du 20 décembre 1948, portant désignation des membres luxembourgeois de la Commission Administrative Mixte et de la Commission des Licences.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 15 juillet 1935 approuvant la Convention instituant entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique un régime commun en matière de réglementation des importations, des exportations et du transit, signée le 23 mai 1935 à Bruxelles ;

Vu la loi du 26 juin 1923 autorisant le pouvoir exécutif à réglementer l'importation, l'exportation et le transit de certains objets, denrées ou marchandises ;

Vu l'arrêté du 9 octobre 1935 approuvant le Protocole, signé le 27 septembre 1935 entre le Luxembourg et la Belgique à l'effet de régler l'organisation et le fonctionnement de la Commission Administrative Mixte créée par la Convention belgo-luxembourgeoise du 23 mai 1935 et instituant une Commission des Licences en vue d'appliquer les mesures et d'administrer les contingents à établir en exécution de la Convention précitée ;

Vu l'arrêté du 16 octobre 1935 désignant les membres de la Commission Administrative Mixte créée par la Convention du 23 mai 1935 ;

Revu l'arrêté du 3 février 1948 portant remaniement de la Commission Administrative Mixte créée par arrêté du 19 avril 1946 ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires Etrangères et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sont nommés Membres effectifs de la Commission Administrative Mixte, créée par la Convention du 23 mai 1935, instituant entre le Luxembourg et la Belgique un régime commun en matière de réglementation des importations, des exportations et du transit :

- MM. 1° Ferdinand *Wirtgen*, Conseiller de Gouvernement au Ministère des Finances;  
 2° Jean-Pierre *Kremer*, Conseiller de Légation ;  
 3° Jérôme *Anders*, Conseiller de Gouvernement au Ministère des Affaires Economiques ;  
 4° Jean-Pierre *Buehler*, Conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Agriculture.

Membres suppléants de la Commission Administrative Mixte :

- MM. 1° Paul *Bastian*, Membre du Conseil administratif de l'Institut belgo-luxembourgeois du Change ;  
 2° Mathias *Berns*, Secrétaire de la Centrale Paysanne ;  
 3° Alphonse *Ruckert*, Chef de Service à la Chambre des Métiers.

Membre de complément de la Commission Administrative Mixte :

Monsieur Paul *Weber*, Secrétaire Général de la Chambre de Commerce.

Secrétaire de la Commission Administrative Mixte :

Monsieur Léon *Ries*, Attaché au Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur.

**Art. 2.** En exécution du paragraphe 3 du Protocole du 27 septembre 1935, M. Jean-Pierre *Kremer* est désigné pour remplir les fonctions de président et de vice-président de la dite Commission Administrative Mixte.

**Art. 3.** Sont nommés membres de la Commission des Licences, constituée en exécution de l'article 2 de l'arrêté grand-ducal du 9 octobre 1935 :

- MM. 1° Ferdinand *Wirtgen*, Conseiller de Gouvernement au Ministère des Finances ;  
 2° Jérôme *Anders*, Conseiller du Gouvernement au Ministère des Affaires Economiques ;  
 3° Jean-Pierre *Buehler*, Conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Agriculture ;  
 4° Marcel *Kintzelé*, Attaché au Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur ;  
 5° Paul *Bastian*, Membre du Conseil Administratif de l'Institut belgo-luxembourgeois du Change ;  
 6° Mathias *Berns*, Secrétaire de la Centrale Paysanne ;  
 7° Alphonse *Ruckert*, Chef de service à la Chambre des Métiers.

Est nommé membre de complément de la Commission des Licences :

Monsieur Paul *Weber*, Secrétaire Général de la Chambre de Commerce.

Monsieur Jérôme *Anders* assumera les fonctions de président de la Commission des Licences, Monsieur Léon *Ries* celles de secrétaire.

**Art. 4.** Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 20 décembre 1948.

**Charlotte.**

*Pour le Ministre des Affaires  
Etrangères,*

*Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,  
Pierre Dupong.*

---

**Arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> janvier 1949 portant institution d'un Conseil National du Tourisme.**

*Le Ministre des Affaires Economiques et du Tourisme,*

Vu l'arrêté ministériel du 6 mai 1938 portant institution d'un Conseil National du Tourisme ;

Attendu qu'il échet de renouveler le Conseil National du Tourisme, conformément à l'article 4 de l'arrêté précité ;

Arrête :

- Art. 1<sup>er</sup>.** Sont nommés membres du Conseil National du Tourisme, pour une durée de 3 ans ;
- MM. *Anders* Jérôme, Conseiller de Gouvernement ;  
*Bervard* Alphonse, Chef de service du Ministère du Tourisme ;  
*Bæver* Alex, Directeur de l'Établissement Thermal de Mondorf-Etat ;  
*Bruck* J., Secrétaire Général de Radio-Luxembourg ;  
*Ginsbach* Robert, Directeur de l'Office Luxembourgeois de Tourisme ;  
*Hannes*, Délégué des Agences de Voyages ;  
*l'Abbé Hemes*, Directeur diocésain de charité, délégué des Gîtes d'Étapes ;  
*Hemmer* Carlo, Vice-Président de la Centrale des Auberges de la Jeunesse Luxembourgeoise ;  
*Krau* Jacques, Président de la Fédération des Commerçants du Grand-Duché de Luxembourg ;  
*Kunnen* Ad., Directeur des Douanes ;
- Mme *Krier-Becker* Lily, Déléguée pour les questions des Loisirs Ouvriers ;
- MM. *Lecorsais* Romain, Président de la Motor-Union du Grand-Duché de Luxembourg ;  
*Lefèvre* J., Secrétaire Général de l'Hôtellerie Luxembourgeoise ;  
*Læschr* Fernand, Président de l'Office Luxembourgeois du Tourisme ;  
*Musquar* J.-P., Ingénieur, Directeur de l'Administration des C.F.L. ;  
*Noppeney* Marcel, Délégué de l'Automobile Club du Grand-Duché de Luxembourg ;  
*Obertin* Nicolas, Directeur des Eaux et Forêts ;  
*Petit* Joseph, Attaché de Presse ;  
*Schaus* Lambert, Avocat-avoué, Délégué du T.C.L. ;  
*Wagner* Georges, Député, Secrétaire Général du S.A.C.O.L. ;  
*Weber* Eugène, pharmacien, Commissaire-scouts à Wiltz ;  
*Willems* Mathias, Ingénieur d'Arrondissement, Délégué des Ponts et Chaussées ;  
*May* Lucien, Commis au Gouvernement, en qualité de secrétaire ;  
*Schmit* Ernest, en qualité de secrétaire suppléant ;  
*Læschr* Fernand fera fonction de Président.

**Art. 2.** Le présent arrêté sera transmis aux intéressés pour leur servir de titre.

**Art. 3.** Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> janvier 1949.

*Le Ministre des Affaires Economiques et du Tourisme,*  
**Aloyse Hentgen.**

**Avis de l'Office des Prix**  
**concernant le prix de la farine destinée à la panification.**

En vertu de l'arrêté grand-ducal du 8 novembre 1944, portant création de l'Office des Prix, le prix maximum de la farine destinée à la panification est fixé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1949 à 597,— fr. les 100 kg franco boulangerie, resp. franco client.

Le prix fixé pour la farine blanche non subventionnée en date du 25 septembre 1948 reste inchangé : 900,— fr. les 100 kg livrés franco magasin du détaillant.

Toute infraction aux dispositions du présent avis est recherchée, poursuivie et punie conformément aux dispositions de l'arrêté grand-ducal du 8 novembre 1944 précité.

Luxembourg, le 31 décembre 1948.

*Le Ministre des Affaires Economiques,*  
**Aloyse Hentgen.**

**Avis de l'Office des Prix concernant le prix du pain.**

En vertu de l'arrêté grand-ducal du 8 novembre 1944, portant création de l'Office des Prix, les prix maxima du pain sont fixés comme suit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1949 :

A. *Pain de ménage* :

1. pain de 2,5 kg (à 7,50 fr) = 18,75 fr.
2. pain de 1,5 kg (à 7,50 fr) = 11,25 fr.

B. *Pain de fantaisie* :

1. pain de . . . . . 1 kg = 8,— fr.
2. pain de fantaisie de 500 gr = prix libre.

Le prix des pains et petits-pains au-dessous de 500 gr est libre.

C. *Prix de la farine dans la vente au détail* :

7,50 fr. le kg emballage compris.

Toute infraction aux présentes dispositions sera recherchée, poursuivie et punie en vertu de l'arrêté grand-ducal du 8 novembre 1944, précité.

Luxembourg, le 31 décembre 1948.

*Le Ministre des Affaires Economiques,*  
**Aloyse Hentgen.**

**Avis de l'Office des Prix  
concernant la baisse des prix du beurre.**

En vertu de l'arrêté grand-ducal du 8 novembre 1944, portant création de l'Office des Prix, les prix fixés en date du 27 janvier 1948, concernant les différentes qualités de beurre, sont remplacés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1949 par les prix suivants :

1. *Prix de vente maximum par kg*

	au <i>détaillant</i> fr.	au <i>consommateur</i> fr.
a) Beurre de 1 <sup>re</sup> catégorie : beurre de marque Rose pasteurisé (emballage rouge)	83,75	90,—
b) Beurre de 1 <sup>re</sup> catégorie: beurre de marque Rose (emballage vert)	79,75	86,—
c) Beurre de 2 <sup>e</sup> catégorie: beurre de laiterie (emballage bleu)	76,—	82,—
d) Beurre de 3 <sup>e</sup> catégorie: beurre de cuisine ou beurre de ferme (emballage brun)	70,—	76,—

2. La marge des ramasseurs et distributeurs est à fixer d'un commun accord entre les laiteries et les distributeurs de beurre.
3. Les infractions aux dispositions qui précèdent seront recherchées, poursuivies et punies conformément à l'arrêté grand-ducal du 8 novembre 1944, précité.
4. Le présent avis sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 31 décembre 1948.

*Le Ministre des Affaires Economiques,*  
**Aloyse Hentgen.**

### Bekanntmachung des Office des Prix betr. Mehlpreise.

Ab 1. Januar 1949 sind bis auf weiteres 2 Mehltypen im Handel und zwar :

1. Brotmehl mit 78% Ausmahlung und
2. Weissmehl mit 60% Ausmahlung.

Folgende Höchstpreise gelten ab 1. Januar 1949 :

1. *Brotmehl* :

- a) Engrospreis frei Lager des Wiederverkäufers, pro 100 Kg 597,— fr ;
- b) Konsumentenpreis einschließlich Verpackung, pro Kg 7,50 fr.

2. *Weissmehl* :

- a) Engrospreis frei Lager des Wiederverkäufers, pro 100 Kg 900,— fr ;
- b) Konsumentenpreis einschließlich Verpackung, pro Kg 11,— fr.

3. *Preise für Griess (semoule)* :

- a) Engrospreis frei Lager des Wiederverkäufers :
  1. in Säcken, pro Kg..... 8,90 fr.
  2. verpackt in Düten unter 50 Kg, pro Kg ..... 9,10 fr.
  3. in Spezialverpackung, pro Kg ..... 9,60 fr.
- b) Konsumentenpreis :
  1. in gewöhnlichen Düten, pro Kg ..... 11,— fr.
  2. in Spezialverpackung, pro Kg ..... 11,25 fr.

Verstöße werden auf Grund der Bestimmungen des großherzoglichen Beschlusses vom 8. November 1944, betr. Schaffung des Office des Prix, bestraft.

Luxemburg, den 3. Januar 1949.

*Le Ministre des Affaires Economiques,*  
**Aloyse Hentgen.**

### Preise für Kälber und Kalbfleisch.

Durch ministeriellen Beschluß vom 28. Dezember 1948, der im *Memorial* veröffentlicht wurde, sind die Bestimmungen über die Höchstpreise für Schlachtkälber und Kalbfleisch mit Wirkung ab 3. Januar 1949 wie folgt :

1. Die Höchstpreise der Ministerialbeschlüsse vom 9. September 1947 und 24. Dezember 1946 sind aufgehoben, d.h. der An- und Verkauf sowie die Schlachtung der Kälber sind frei.
2. Alle Bestimmungen betr. den Normalpreis bleiben in Kraft.
3. Die Handeloperationen müssen jedoch wie bisher über einen zugelassenen Händler erfolgen, d.h. es ist dem Metzger untersagt, direkt beim Bauer einzukaufen.
4. Die jetzt gültigen Bestimmungen über den Verkehr mit Schlachtkälbern u.a. über den Verkauf auf Schlachtgewicht, über die Bankzahlungen in den Schlachthöfen, über die Gebührensätze für Provisionen und Spesen, über die Ausstellung der Schlußscheine, bleiben in Kraft.
5. Die Bestimmungen über die Preisauszeichnung bleiben ebenfalls in Kraft, d.h. die Metzger sind verpflichtet, im Schaufenster und im Laden die Preise für Fleischwaren deutlich auszuzeichnen.
6. Die Metzger sind ausserdem verpflichtet, das Gewicht und den geforderten Preis für Fleischwaren auf dem Einwickelungspapier zu vermerken.
7. Zuwiderhandlungen gegen obige Bestimmungen werden gemäß großherzogl. Beschluß vom 8. November 1944, betr. Schaffung des Office des Prix, unnachsichtig bestraft.

Luxemburg, den 6. Januar 1949.

*Der Wirtschaftsminister,*  
**Aloyse Hentgen.**

**FONDS D'AMELIORATIONS AGRICOLES (Loi du 27 mai 1937).**

**Emprunt 1939 — 3½%.**

Le 8<sup>e</sup> tirage au sort des obligations 3½% de 1939 remboursables le 1<sup>er</sup> février 1949 a donné le résultat suivant :

	75 numéros à fr. 1.250. —									
<i>Litt. A</i>	173	189	213	216	218	224	241	243	274	287
	315	328	340	346	361	401	426	439	446	454
	506	521	526	539	569	597	600	605	640	646
	656	676	752	754	821	838	843	879	887	894
	898	901	941	957	979	994	998	1058	1059	1060
	1068	1076	1098	1126	1130	1133	1165	1176	1205	1212
	1218	1224	1226	1235	1250	1309	1310	1342	1343	1353
	1370	1384	1387	1394	1417					
	31 numéros à fr. 6.250. —									
<i>Litt. B</i>	12	38	50	57	79	137	150	153	184	197
	202	247	263	294	349	351	391	395	396	425
	434	435	438	447	472	501	540	559	560	585
	587									
	27 numéros à fr. 12.500. —									
<i>Litt. C</i>	2	10	13	63	132	134	148	166	175	217
	225	231	285	291	294	318	336	344	346	349
	375	381	392	444	450	477	551			

Les intérêts de ces titres cesseront de courir à partir du 1<sup>er</sup> février 1949.

Les obligations suivantes des emprunts 1938 — 3½% et 1939 — 3½% sorties aux tirages antérieurs n'ont pas encore été présentées au remboursement.

**Emprunt 1938 — 3½%.**

*Litt. A.*

9 (5)	53 (4)	55 (4)	56 (2)	57 (4)	61 (5)
117 (5)	118 (5)	126 (5)	132 (5)	137 (6)	303 (3)
304 (3)	306 (4)	307 (3)	311 (4)	312 (6)	313 (3)
314 (5)	315 (4)	317 (5)	322 (4)	324 (4)	327 (4)
329 (4)	332 (4)	334 (5)	335 (3)	338 (5)	342 (4)
344 (7)	345 (6)	348 (5)	350 (4)	351 (3)	353 (4)
354 (5)	358 (5)	359 (4)	360 (3)	361 (5)	352 (3)
364 (4)	365 (4)	366 (5)	367 (4)	369 (4)	372 (4)
374 (5)	375 (4)	376 (5)	378 (4)	379 (3)	380 (3)
382 (6)	388 (4)	389 (4)	390 (6)	394 (6)	395 (4)
397 (3)	400 (3)	401 (5)	402 (4)	403 (4)	404 (5)
405 (4)	406 (3)	409 (4)	410 (3)	413 (5)	414 (4)
415 (5)	420 (5)	421 (3)	423 (4)	424 (4)	425 (3)
426 (4)	428 (4)	429 (4)	430 (5)	432 (4)	434 (4)
435 (4)	436 (3)	437 (5)	438 (5)	439 (5)	441 (5)
443 (4)	445 (4)	448 (4)	451 (4)	453 (5)	454 (4)
455 (3)	457 (3)	458 (4)	459 (6)	461 (6)	462 (4)
464 (3)	467 (4)	469 (4)	470 (4)	471 (4)	473 (5)
475 (4)					

*Litt. B.*

13 (6)	17 (4)	19 (4)	20 (4)
--------	--------	--------	--------

*Litt. C.*

126 (7)	263 (7)	291 (7)	307 (7)	353 (4)	355 (3)
357 (6)	359 (3)	361 (3)	362 (3)	363 (5)	365 (5)
366 (4)	367 (4)	368 (4)	370 (3)	371 (4)	373 (5)
374 (3)	375 (5)	377 (4)	378 (3)	379 (4)	382 (5)
386 (5)	387 (4)	388 (4)	391 (4)	392 (4)	394 (4)
395 (5)	396 (4)	397 (5)	400 (6)	401 (4)	403 (3)
404 (3)	409 (4)	413 (4)	416 (4)	417 (5)	419 (3)

**Emprunt 1939 — 3½%.***Litt. A.*

13 (4)	14 (7)	16 (3)	20 (7)	21 (5)
22 (4)	23 (4)	63 (4)	102 (5)	190 (7)
196 (7)	197 (4)	199 (6)	200 (6)	202 (6)
203 (5)	206 (5)	208 (5)	222 (5)	225 (5)
229 (5)	259 (3)	260 (5)	261 (5)	262 (3)
264 (5)	265 (5)	276 (5)	285 (4)	288 (4)
291 (4)	292 (4)	294 (5)	295 (5)	298 (4)
299 (5)	329 (7)	333 (7)	338 (7)	350 (5)
351 (7)	352 (5)	353 (3)	354 (3)	355 (3)
356 (4)	357 (7)	365 (5)	367 (5)	376 (5)
377 (7)	383 (5)	386 (7)	388 (5)	390 (7)
391 (7)	397 (6)	402 (6)	404 (5)	412 (5)
417 (4)	419 (5)	420 (4)	421 (4)	433 (3)
490 (6)	491 (3)	493 (3)	494 (3)	495 (5)
497 (4)	498 (5)	500 (3)	501 (5)	511 (5)
513 (6)	562 (7)	568 (6)	596 (7)	598 (5)
647 (3)	648 (6)	649 (3)	650 (5)	659 (7)
662 (6)	667 (7)	705 (3)	706 (3)	707 (4)
708 (4)	716 (4)	717 (5)	718 (4)	719 (4)
720 (3)	721 (4)	1390 (4)	1391 (4)	1396 (5)
1398 (5)	1399 (5)	1401 (5)	1402 (5)	1403 (5)

*Litt. B.*

35 (6)	95 (7)	125 (4)	127 (3)	145 (7)
154 (6)	155 (5)	156 (5)	157 (5)	160 (7)
164 (7)	165 (5)	167 (5)	196 (5)	209 (4)
213 (4)	224 (6)	227 (5)	586 (6)	

*Litt. C.*

517 (5)	530 (6)
---------	---------

Le remboursement se fera sans frais, entre les mains du porteur à Luxembourg, aux guichets de la Caisse d'Épargne de l'État, suivant les dispositions de l'arrêté grand-ducal du 15 mai 1945.

*Caisse d'Épargne de l'Etat,*  
Fonds d'améliorations agricoles,

**Avis. — Echange monétaire. — Instruction ministérielle du 4 janvier 1949 concernant le déblocage des comptes ne dépassant pas 11.000,— francs.**

1° Par décision en date de ce jour les avoirs en compte bloqués ne dépassant pas 11.000,— francs, sont rendus disponibles avec effet au 7 janvier 1949.

2° Les avoirs en comptes chèques-postaux et en comptes spéciaux rendus ainsi disponibles et dont les propriétaires sont titulaires d'un compte de chèques-postaux sont transférés d'office en compte libre de chèques-postaux.

3° Les avoirs en comptes spéciaux rendus disponibles et appartenant à des personnes qui ne sont pas titulaires de comptes chèques-postaux sont payés d'office aux intéressés par voie d'assignation de paiement.

4° Les dépôts de sommes d'argent en monnaie luxembourgeoise et belge ne dépassant pas 11.000,— francs, à vue ou à terme, y compris les comptes-courants créditeurs auprès des caisses d'épargne, du compte chèques-postaux, des banques ou de tout autre établissement de crédit, indisponibles par application de l'art. 18 de l'arrêté grand-ducal du 14 octobre 1944 sont également rendus disponibles.

5° La présente mesure qui vise également les comptes bloqués provenant de l'échange de billets français d'invasion ou tricolores, ainsi que de l'échange des billets de banque français (ancien type) provenant des troupes alliées pour autant que cet échange a été autorisé (instruction ministérielle du 4 décembre 1945), ne s'applique pas aux comptes de ressortissants des pays ennemis, des alliés de ces derniers et des apatrides d'origine ennemie non entièrement relevés du séquestre en date du 4 janvier 1949.

Luxembourg, le 4 janvier 1949.

*Le Ministre des Finances,*  
**Pierre Dupong.**

**Avis-Postes.** — L'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones émettra le 8 janvier 1949 un bloc philatélique commémorant le 30<sup>me</sup> anniversaire de l'avènement au trône de S.A.R. Madame la Grande-Duchesse.

Ce bloc, imprimé en héliogravure dans les ateliers de l'imprimerie Courvoisier S.A. à La Chaux-de-Fonds, comprendra 3 timbres dentelés du nouveau type Grande-Duchesse. Les valeurs et les couleurs des timbres seront les suivantes :

- 8 + 3 fr. bleu-ardoise avec fond bleuté ;
- 12 + 5 fr. vert foncé avec fond gris foncé ;
- 15 + 7 fr. brun-marron avec fond gris brunâtre.

Prix du bloc : 50,— francs.

Le supplément sera perçu au profit de l'Oeuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte, et de l'Oeuvre des Pupilles de la Nation.

Le tirage des blocs est limité.

Les blocs resteront en vente du 8 au 31 janvier 1949, sauf épuisement préalable du stock. Ils seront démonétisés le 1<sup>er</sup> janvier 1950. — 3 janvier 1949.

**Avis. — Consuls.** — L'exequatur a été accordé à M. Enrique A. *Gonzalez*, en qualité de Consul général du Mexique au Grand-Duché de Luxembourg, avec résidence à Anvers. — 7 janvier 1949.



**Avis. — Jury d'examen.** — Le jury d'examen pour le droit se réunira en session ordinaire du lundi 31 janvier au lundi 7 février 1949, dans une des salles du Palais de Justice à Luxembourg, pour procéder à l'examen de Mademoiselle Christiane *Reding* de Diekirch et de MM. Henri *Beck* de Luxembourg, Gustave *Graas* d'Esch-sur-Alzette et Robert *Krieps* de Dalheim, récipiendaires pour le deuxième examen du doctorat en droit (régime ordinaire), ainsi que de MM. Georges *Als* de Luxembourg, Paul *Brucher* de Luxembourg, René *Cigrang* de Luxembourg, Herbert *Grossmann* de Luxembourg, Jacques *Mersch* de Luxembourg, Edouard *Pauly* de Luxembourg et Paul *Putz* de Luxembourg, récipiendaires pour le doctorat en droit (régime spécial).

L'examen écrit pour tous les récipiendaires aura lieu le lundi, 31 janvier 1949 de 9 heures à midi et de 15 heures à 18 heures.

Les épreuves orales sont fixées comme suit :

pour M. *Krieps* au mardi, 1<sup>er</sup> février, à 17 heures, pour M. *Beck* au mercredi, 2 février, à 15 heures, pour Melle *Reding* au même jour à 17 heures, pour M. *Graas* au jeudi, 3 février, à 15 heures, pour M. *Cigrang* au même jour à 17 heures, pour M. *Putz* au vendredi, 4 février à 15 heures, pour M. *Brucher* au même jour à 17 heures, pour M. *Als* au samedi, 5 février, à 15 heures, pour M. *Mersch* au même jour à 17 heures, pour M. *Pauly* au lundi, 7 février, à 15 heures et pour M. *Grossmann* au même jour à 17 heures. — 3 janvier 1949.

---

**Avis. — Jurys d'examen.** — La prochaine session extraordinaire des jurys d'examen pour la collation des grades s'ouvrira le 1<sup>er</sup> mars 1949. Les examens de cette session devront être terminés avant le 17 avril 1949, à l'exception des examens pour les grades suivants, qui pourront se terminer après cette date : second doctorat en droit, doctorats en médecine, en chirurgie, en accouchements, en médecine dentaire et en médecine vétérinaire, grades de candidat-notaire et de pharmacien.

Les récipiendaires pour les différentes branches devront faire parvenir leurs demandes au Ministère de l'Education Nationale avant le 20 février 1949 et y joindre :

1° la quittance du receveur des contributions constatant le paiement des droits fixés par l'arrêté grand-ducal du 2 avril 1948 (1200 fr. pour chaque examen de docteur et pour les examens de candidat-notaire, de médecin-dentiste (ancien régime) et de pharmacien ; 800 fr. pour les autres examens ; supplément de 160 fr. pour les examens qui comportent une épreuve pratique) ; pour les examens d'ajournement *partiel* les taxes sont réduites à la moitié du taux régulier (soit 600 fr. pour les examens de docteur etc. resp. 400 fr. pour les autres examens), non compris le supplément de 160 fr. pour une épreuve pratique éventuelle ;

2° les certificats et diplômes justifiant qu'ils ont subi les examens antérieurs exigés par la loi ;

3° les certificats d'études dont les matières sont déterminées par la loi.

Les récipiendaires pour les grades en médecine, en médecine dentaire, en médecine vétérinaire et en pharmacie joindront en outre un certificat de nationalité.

Les récipiendaires sont priés d'indiquer dans les demandes le lieu et date de leur naissance, ainsi que l'état ou la profession et l'adresse complète de leurs parents. — 5 janvier 1949.

---

**Avis. — Indigénat.** — Par déclaration d'option faite le 9 juin 1939 devant l'officier de l'état civil de la Ville de Dudelange en vertu des art. 6 à 8 de la loi du 23.4.1934 et par application de l'art. 38 de la loi du 9 mars 1940, le sieur *Garnie* Bernard, né le 18 août 1918 à Dudelange et y demeurant, a acquis la qualité de Luxembourgeois. Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication. —

**Avis. — Emprunt grand-ducal 4% de 1946 1<sup>re</sup> tranche.**

L'amortissement à la date du 15 février 1949, de l'emprunt grand-ducal 4% de 1946 1<sup>re</sup> tranche, pour lequel une somme de 2.370.000,— francs est prévue, a été fait partiellement par rachats en bourse. Pour le remboursement du reste il a été procédé à un tirage au sort.

Ont été rachetées les obligations suivantes :

*Lit. A. — 10 obligations à 500,— francs.*

563	564	565	566	567	568	569	570	571	572
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

*Lit. B. — 140 obligations à 1.000,— francs.*

6859	6872	6940	6953	6966	6979	6992	7005	7018	7031	7044
6860	6873	6941	6954	6967	6980	6993	7006	7019	7032	7045
6861	6874	6942	6955	6968	6981	6994	7007	7020	7033	7046
6862	6875	6943	6956	6969	6982	6995	7008	7021	7034	7047
6863	6876	6944	6957	6970	6983	6996	7009	7022	7035	7048
6864	6877	6945	6958	6971	6984	6997	7010	7023	7036	7049
6865	6878	6946	6959	6972	6985	6998	7011	7024	7037	7050
6866	6934	6947	6960	6973	6986	6999	7012	7025	7038	7051
6867	6935	6948	6961	6974	6987	7000	7013	7026	7039	7052
6868	6936	6949	6962	6975	6988	7001	7014	7027	7040	7053
6869	6937	6950	6963	6976	6989	7002	7015	7028	7041	
6870	6938	6951	6964	6977	6990	7003	7016	7029	7042	
6871	6939	6952	6965	6978	6991	7004	7017	7030	7043	

*Lit. C. — 55 obligations à 5.000,— francs.*

2209	2214	2219	2224	2229	2234	2239	2244	2249	2254	2259
2210	2215	2220	2225	2230	2235	2240	2245	2250	2255	2260
2211	2216	2221	2226	2231	2236	2241	2246	2251	2256	2261
2212	2217	2222	2227	2232	2237	2242	2247	2252	2257	2262
2213	2218	2223	2228	2233	2238	2243	2248	2253	2258	2263

*Lit. D. — 29 obligations à 10.000,— francs*

1806	1809	1812	1815	1818	1821	1824	1827	1830	1833
1807	1810	1813	1816	1819	1822	1825	1828	1831	1834
1808	1811	1814	1817	1820	1823	1826	1829	1832	

*Lit. E. — 2 obligations à 50.000,— francs.*

144      634.

*Lit. F. — 4 obligations à 100.000,— francs.*

467    468    785    786

Le tirage au sort a donné le résultat suivant :

*Lit. A. — 10 obligations à 500,— francs.*

2677	2678	2973	2974	3435	3436	3725	3726	4283	4284
------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

*Lit. B. — 140 obligations à 1.000,— francs.*

12021	12025	12029	13003	13007	15251	15255	15259	17603	17607
12022	12026	12030	13004	13008	15252	15256	15260	17604	17608
12023	12027	13001	13005	13009	15253	15257	17601	17605	17609
12024	12028	13002	13006	13010	15254	15258	17602	17606	17610

19331	21371	22941	24811	27811	29791	31181	34521	37981	39061
19332	21372	22942	24812	27812	29792	31182	34522	37982	39062
19333	21373	22943	24813	27813	29793	31183	34523	37983	39063
19334	21374	22944	24814	27814	29794	31184	34524	37984	39064
19335	21375	22945	24815	27815	29795	31185	34525	37985	39065
19336	21376	22946	24816	27816	29796	31186	34526	37986	39066
19337	21377	22947	24817	17817	29797	31187	34527	37987	39067
19338	21378	22948	24818	27818	29798	31188	34528	37988	39068
19339	21379	22949	24819	27819	29799	31189	34529	37989	39069
19340	21380	22950	24820	27820	29800	31190	34530	37990	39070

*Lit. C. — 55 obligations à 5.000,— francs.*

45	1274	4741	5416	7581	8234	9661	10174	11599	12506	13977
46	1771	4742	5853	7582	8933	9662	10497	11600	12947	13978
619	1772	5025	5854	8021	8934	9909	10498	11915	12948	14143
620	4429	5026	6869	8022	9097	9910	10791	11916	13635	14144
1273	4430	5415	6870	8233	9098	10173	10792	12505	13636	14401

*Lit. D. — 29 obligations à 10.000,— francs.*

2415	2820	3639	3958	5095	5466	6042	6695	7162	7743
2416	3033	3640	4665	5096	5799	6069	6696	7391	7744
2819	3034	3957	4666	5465	5800	6070	7161	7392	

*Lit. E. — 3 obligations à 50.000,— francs.*

66 336 661

*Lit. F. — 3 obligations à 100.000,— francs.*

245 624 1053

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

*Lit. A. — 2 obligations à 500,— francs.*

789 (1) 790 (1)

*Lit. B. — 20 obligations à 1.000,— francs.*

16451 (1)	16454 (1)	16457 (1)	16460 (1)	24683 (2)	24686 (2)	24689 (2)
16452 (1)	16455 (1)	16458 (1)	24681 (2)	24684 (2)	24687 (2)	24690 (2)
16453 (1)	16456 (1)	16459 (1)	24682 (2)	24685 (2)	24688 (2)	

*Lit. C. — 4 obligations à 5.000,— francs.*

8449 (2) 8450 (2) 11503 (2) 11504 (2)

*Lit. D. — 1 obligation à 10.000,— francs.*

4456 (1)

*Lit. F. — 1 obligation à 100.000,— francs.*

357 (2)

1) obligations remboursables le 15 février 1947.

2) obligations remboursables le 15 février 1948

Le remboursement se fera sans frais, entre les mains du porteur à Luxembourg, à la Caisse Générale de l'Etat, en espèces ayant cours dans les caisses publiques de l'Etat.

Les intérêts des obligations sorties au tirage du 5 janvier 1949, cesseront de courir à partir du 15 février 1949. — 12 janvier 1949.

**Avis. — Greffiers.** — Par arrêté grand-ducal du 30 octobre 1948, M. Ernest *Schmartz*, commis-rédacteur au Parquet général à Luxembourg, a été nommé greffier à la Justice de Paix de Clervaux.

— 23 décembre 1948.

**Avis. — Société Nationale des C.F.L.** — Les nouvelles dispositions tarifaires suivantes ont été mises en vigueur sur le réseau des C.F.L. :

Tarif international pour le transport des voyageurs et des bagages entre la Belgique et le Luxembourg, d'une part, la Sarre, d'autre part, en transit par la France. — 1<sup>er</sup> novembre 1948.

Nouvelle édition du tarif international pour le transport des voyageurs et des bagages entre les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, d'une part, la Suisse d'autre part, via la France. — 1<sup>er</sup> décembre 1948.

Nouvelle édition du tarif international pour le transport des voyageurs et des bagages entre les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, d'une part, l'Italie, d'autre part, via la France. — 1<sup>er</sup> décembre 1948.

Rectification N° 4 au tarif international pour le transport des voyageurs et des bagages entre la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, d'une part, l'Autriche, d'autre part. — 1<sup>er</sup> décembre 1948.

6<sup>e</sup> supplément au tarif international pour le transport des voyageurs et des bagages et de voyageurs en groupes entre la Grande-Bretagne, d'une part, la Belgique et le Luxembourg, d'autre part, via Ostende, Calais et Anvers. — 1<sup>er</sup> décembre 1948.

Règlement provisoire pour le transport des marchandises échangées entre le Luxembourg et l'Espagne. — 15 décembre 1948.

Modification du tarif exceptionnel N° 7A, applicable aux expéditions de minerais de fer et de calcaire ferrugineux du bassin minier luxembourgeois à destination de l'Allemagne — 1<sup>er</sup> janvier 1949.

— 5 janvier 1949.

**Avis. — Tribunal d'arrondissement à Luxembourg.** — Par arrêté grand-ducal du 29 décembre 1948, Monsieur Marius *Pauly*, greffier-adjoint au tribunal d'arrondissement de Diekirch, a été nommé greffier-adjoint au tribunal d'arrondissement de Luxembourg. — 30 décembre 1948.

**Contributions. — Avis.** — Les cabaretiers ainsi que les commerçants qui vendent des boissons alcooliques non consommées sur place en des quantités inférieures à 5 litres sont obligés de verser la taxe annuelle jusqu'au 31 janvier 1949 au plus tard. En cas de paiement tardif la taxe sera majorée de 10% par jour de retard. — 5 janvier 1948.

**Avis. — Titres au porteur.** — Il résulte d'un exploit de l'huissier N. *Wennmacher* à Luxembourg, en date du 31 décembre 1948 qu'il a été fait opposition au paiement du capital et des intérêts de quatre obligations de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, service des Logements Populaires, émission 3,75% de 1937, savoir : Litt. A. N°s 2812 à 2815 d'une valeur nominale de mille francs.

L'opposant prétend qu'il a été dépossédé des titres en question par l'occupant ennemi.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'article 4 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 3 janvier 1949.